

les États-Unis, pour la transférer dans l'Inde, où elle règne sans partage.

Que les questions du Texas et de l'émancipation sont des brandons de discorde jetés par l'Angleterre entre les États libres et les États à esclaves, pour arriver à la dissolution de l'Union.

La France ne rendra pas sa politique complice de la politique de l'Angleterre.

Elle n'oubliera point qu'elle aida les États-Unis à conquérir leur indépendance.

Elle ne cessera point de voir dans les États-Unis ses alliés naturels, alliés qu'elle serait heureuse de trouver forts et puissants, si, lasse de tant de concessions, elle était réduite un jour à faire la guerre à l'Angleterre!

DOCUMENTS AMÉRICAINS

PUBLIÉS

PAR M. JOLLIVET,

MEMBRE DE LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS.

Dépêche du 13 août 1844, de M. CALHOUN,
secrétaire d'État (1),

A M. KING, ministre américain à Paris.

MONSIEUR,

J'ai communiqué au président votre dépêche n° 1, et il me charge de vous faire savoir qu'il l'a lue avec beaucoup de plaisir, particulièrement en ce qui concerne la réception cordiale qui vous a été faite par le roi des Français et ses protestations amicales en faveur des États-Unis. Le président apprécie surtout, particulièrement, la déclaration de ce monar-

(1) M. Calhoun, un des hommes d'État les plus distingués de l'Union, est dénoncé à l'exécration du monde par le *Morning-Chronicle* et par la presse anglaise, parce qu'il a eu l'audace de mettre à nu la philanthropie de l'Angleterre.

que, qu'en aucune circonstance son gouvernement ne deviendrait le moins du monde hostile à notre pays, ou ne lui donnerait de justes sujets de plainte. Ce fait est d'autant plus satisfaisant, que des documents antérieurs tendaient à nous faire croire que le gouvernement français se préparait à protester, de concert avec la Grande-Bretagne, contre l'annexion du Texas, et à joindre ses efforts à ceux de l'Angleterre, afin d'engager le gouvernement du Texas à retirer ses propositions d'annexion, à condition que le Mexique reconnaîtrait son indépendance. Il s'estime heureux de penser, d'après votre dépêche, que ces documents, en ce qui regarde la France, sont, suivant toute probabilité, sans aucun fondement. Vous n'avez point été au-delà de vos instructions, en donnant au roi des Français l'assurance que le projet d'annexion serait poursuivi avec une vigueur toujours nouvelle, et en exprimant l'opinion qu'une majorité décisive du peuple américain se déclarait en faveur de ce projet, qu'en un mot, le projet d'annexion se réaliserait avant peu. J'ai la conviction que vos présomptions seront pleinement confirmées, à une époque qui n'est pas éloignée. Chaque jour tend à restreindre la combinaison de causes politiques qui s'opposaient à cette mesure, et à fortifier l'opinion qu'elle est non-seulement convenable, (ii) mais encore juste et nécessaire. (!!)

Vous avez parfaitement raison en établissant la distinction entre les intérêts de la France et ceux de l'Angleterre, eu égard au Texas, ou plutôt, dirai-je,

les intérêts apparents des deux contrées. La France ne peut désirer de voir le Texas conserver son indépendance pleine et entière, que sous le rapport des intérêts commerciaux, tandis qu'il est certain que l'Angleterre va au-delà, et y envisage des intérêts politiques auxquels, suivant toute apparence, elle attache beaucoup d'importance. Mais, dans notre opinion, l'intérêt que les deux puissances ont à s'opposer à cette mesure, est plus apparent que réel, et ni la France, ni l'Angleterre, ni même le Mexique, ne devront s'y opposer, quand ce projet aura été mûrement considéré dans toute son étendue et dans toutes ses conséquences. Si on l'envisage sous ce point de vue, et si l'on reconnaît que la paix, la prospérité du commerce et l'accroissement des garanties de sécurité, sont, pour ces puissances, les premiers moteurs du système gouvernemental, on peut, ce me semble, démontrer facilement que la politique de celle de ces puissances qui consentirait à l'annexion, mesure si vivement désirée par les États-Unis et le Texas pour leur sûreté et leur bien-être mutuels, serait bien plus propre à obtenir ces grands résultats, que la politique qui essaierait de s'y opposer.

On ne peut jeter les yeux sur la carte des États-Unis et du Texas, y considérer les limites étendues, artificielles et impropres qui les séparent; puis prendre en considération l'accroissement de population dans notre pays, et la source de laquelle le Texas doit tirer ses habitants, ses institutions et ses lois,

sans en conclure que leur destinée est d'être unis, et que l'annexion est simplement une question de temps et de moyens. Envisagée de la sorte, la question à décider semblerait être celle-ci : s'il ne conviendrait pas mieux de tolérer aujourd'hui cette mesure, avec le consentement mutuel des deux parties et l'acquiescement desdites puissances, que de tenter de s'y opposer et de l'anéantir. Si l'on adopte le premier parti, les résultats en seront certainement : le maintien de la paix, une grande extension du commerce par la colonisation rapide du Texas et les améliorations qui devront s'y introduire, enfin l'accroissement de la sécurité, principalement dans le Mexique. On pourrait douter de ce dernier résultat, quant à ce qui regarde le Mexique, mais je le considère comme aussi certain que les deux autres.

On se tromperait grandement, si l'on supposait que le gouvernement de ce pays-ci nourrit des sentiments d'hostilité contre le Mexique, ou qu'il soit disposé à s'agrandir à ses dépens. Rien n'est plus opposé à la vérité.

Le gouvernement des États-Unis désire la prospérité du Mexique, et voir ce pays jouir de la paix et de la sécurité; et si l'annexion avait lieu, et qu'on ne fût pas entraîné dans une lutte avec cet État, il se propose de lui offrir de régler, de concert, la question des limites, et toutes les autres questions dérivant de l'annexion, aux conditions les plus libérales. La nature elle-même a clairement indiqué la ligne frontière du Texas et du Mexique, par des limites

locales trop fortement prononcées pour être mécon-
nues. Il est peu de contrées dont les bornes soient plus faciles à reconnaître, et, si le Texas doit être annexé à notre république, nous désirons les voir fermement fixées, comme le moyen le plus certain d'établir une paix durable entre les deux contrées, de fortifier et cimenter entre elles des relations amicales. Tel serait certainement le résultat, si l'on permettait actuellement l'annexion, du consentement du Mexique; mais le résultat serait bien différent si l'on essayait de s'opposer à cette mesure, soit que l'on réussit ou non à l'annihiler pour le présent. Tout effort que l'on tenterait pour s'y opposer, pro-
duirait probablement une guerre entre nous et le Mexique, et entraînerait à sa suite des conséquences qui, eu égard à ce dernier État et au maintien de la paix générale, seraient long-temps à déplorer par tous les partis et difficiles à réparer. Si le résultat n'était pas tel que nous le supposons ici, et que l'intervention d'une autre puissance parvint à empêcher l'annexion pour le moment, sans que la paix fût interrompue, cela ne ferait que retarder la lutte, et la rendre plus vive et plus sanglante alors qu'elle s'engagerait. On attribuerait à l'inimitié et à l'ambition de la puissance qui serait intervenue, le renversement de nos espérances, ce qui ne manquerait pas de faire naître une jalousie et un ressentiment profonds dans le peuple américain, qui saisirait la première occasion favorable pour effectuer par la force ce qu'on lui aurait empêché de faire paisible-

ment, par consentement mutuel. Il n'est pas difficile d'apercevoir combien un pareil conflit, quelle que soit l'époque où il survienne, mettrait en danger la paix générale, et combien il serait préjudiciable au Mexique.

En même temps, la situation du Texas deviendrait incertaine, la colonisation et la prospérité de ce pays en seraient retardées, le commerce y serait frappé d'inertie, tandis que la paix générale deviendrait beaucoup plus douteuse. Cet événement ne pourrait avoir sur nous qu'une très-grande influence. Si l'on tolérait actuellement l'annexion du Texas par des voies pacifiques (ce qui aurait lieu si aucune puissance n'y mettait opposition), l'énergie du peuple américain serait employée, durant bien des années, à la tâche paisible de faire entrer dans les voies de la culture, des améliorations et de la civilisation, cette vaste portion de continent sise entre le Mexique, d'une part, et les possessions anglaises de l'autre, contrée qui n'est aujourd'hui, à peu d'exception près, qu'un désert, dont la maigre population se compose, en grande partie, de tribus indiennes errantes.

Il est dans notre destinée d'occuper cette vaste région, de la percer de routes et canaux, de la couvrir de villes, de bourgades, de villages et de fermes; d'y répandre notre religion, nos mœurs, notre constitution et nos lois, et de l'offrir, enfin, comme un splendide appendice au domaine du commerce et de la civilisation. Notre politique est d'étendre no-

tre domination par accroissement, de nous répandre sur des régions inoccupées, et de nous assimiler tout ce qui s'incorpore à nous; en un mot, nous devons grandir par voie d'accession et non par voie de conquêtes. Aucun système ne peut être moins propre à ce dernier moyen, ou mieux adapté au premier que notre admirable système fédératif. S'il ne rencontre aucun obstacle dans sa marche, il remplira probablement sa destinée sans troubler nos voisins, ou mettre en péril la paix générale; mais s'il était arrêté par une intervention étrangère, cette intervention imprimerait une direction nouvelle à notre énergie, direction bien moins favorable à la bonne harmonie, qui doit régner entre nos voisins et nous, et à la paix générale du monde.

Un tel changement n'est pas à désirer pour nous, et s'accorderait beaucoup moins avec ce que j'ai supposé être le but prédominant de la politique de la France, de l'Angleterre et du Mexique.

Mais, si nous descendons jusqu'aux détails, il est certain que si l'Angleterre, ainsi que la France, désire l'indépendance du Texas dans le but d'agrandir ses relations commerciales, il n'en est pas moins vrai qu'un des principaux motifs qui font désirer cette indépendance au gouvernement anglais, c'est l'espoir que, à l'aide de sa diplomatie et de son influence, l'esclavage des noirs pourra être aboli, là d'abord, et ensuite, par une conséquence naturelle, dans les États-Unis et sur toute l'étendue du continent américain. Que l'abolition définitive de l'escla-

vage sur tout ce continent soit ardemment désirée par elle, nous en avons la preuve irrécusable dans la déclaration à nous transmise par le comte d'Aberdeen, et dont vous trouverez une copie parmi les documents soumis au congrès avec le traité du Texas. Qu'elle désire l'abolition de l'esclavage dans le Texas, et ait mis en œuvre sa politique et son influence pour l'obtenir, vous en trouverez la preuve non moins concluante dans le même document, et dans notre correspondance avec M. Pakenham, que vous trouverez également annexée au susdit traité. Il appert évidemment des aveux du parti et des sociétés abolitionnistes, tant en ce pays qu'en Angleterre, que le but qu'on se propose en abolissant l'esclavage au Texas, est d'en faciliter l'abolition aux États-Unis et sur tout le continent. En fait, il y a de bonnes raisons de croire que ce plan d'abolition de l'esclavage au Texas, pour parvenir à l'abolir dans les États-Unis et sur tout le continent, fut d'abord conçu par les membres influents du parti dans ce pays, et qu'ils le discutèrent, pour la première fois, dans leur assemblée de Londres, en 1840, dite *convention universelle*, par l'entremise de laquelle le gouvernement anglais en fut avisé (1).

(1) La *convention* de 1843, qui prenait aussi le titre de *convention universelle*, sur 385 membres, comptait 363 Anglais, 49 Américains, 2 Français et M. l'Instant, citoyen de la république noire d'Haiti; elle adopta une résolution par laquelle le comité de l'*Anti-Slavery Society* était invité à présenter un mémoire à lord Aberdeen, en faveur de l'abolition de l'esclavage au Texas.

Maintenant, j'affirme non seulement que la France ne peut avoir aucun intérêt à consommer ce grand acte d'abolition que l'Angleterre espère accomplir au Texas, si elle parvient à rompre le projet d'annexion, mais encore que l'intérêt de la première de ces puissances et celui de tous les gouvernements du continent européen y sont directement et profondément opposés.

Il est aujourd'hui trop tard pour prétendre encore que l'humanité ou la philanthropie est le mobile fondamental de la politique anglaise, dans ses tentatives pour abolir l'esclavage des noirs sur le continent américain. Je ne veux pas mettre en question si l'humanité fut un de ses principaux motifs pour abolir la traite et l'esclavage de la race noire dans ses possessions des Indes occidentales, incitée qu'elle fût, à dire vrai, par ce faux calcul, que le travail des noirs n'en serait pas moins profitable, s'il ne le devenait davantage. Elle agit d'après ce principe, que les produits des tropiques pourraient être obtenus, à meilleur marché, du travail des noirs libres et de celui de ses sujets des Indes orientales, que du travail des esclaves. Elle connaissait très-bien de quelle valeur étaient ces produits pour son commerce, sa marine marchande et militaire, ses manufactures, son revenu et sa puissance. Elle n'ignorait pas que sa prépondérance politique dépendait de ses possessions tropicales, et son intention n'était pas de diminuer leur production; elle était loin de prévoir, lorsqu'elle prit le parti d'abolir l'esclavage dans ses colonies,